

L'ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE AU COLLÈGE ET AU LYCÉE

ENJEUX NOTIONNELS ET DIDACTIQUES DES PROGRAMMES RÉNOVÉS

Inspection pédagogique régionale d'histoire-géographie

Académie de Rennes

Novembre 2024



Des programmes rénovés en EMC

Des programmes rénovés, du CP à la Terminale

- publiés au BO n°24 du 13 juin 2024;
- mis en œuvre à la rentrée 2024 à chaque début de cycle (CP, CM1, 5^e, 2^{nde});
- pour une entrée en vigueur progressive, sur 3 ans (2024-2026);
- enrichis au cycle 4 par 18 h de « projets d'éducation à la citoyenneté » ;
- au lycée, un programme commun aux voies générale, technologique et professionnelle.



Des programmes rénovés en EMC

L'organisation de l'enseignement

- Au collège, volume horaire de 30 minutes hebdomadaires, dans le service du professeur d'Histoire-Géographie
- Au lycée, 18 heures annuelles

1. Pourquoi ces nouveaux programmes?

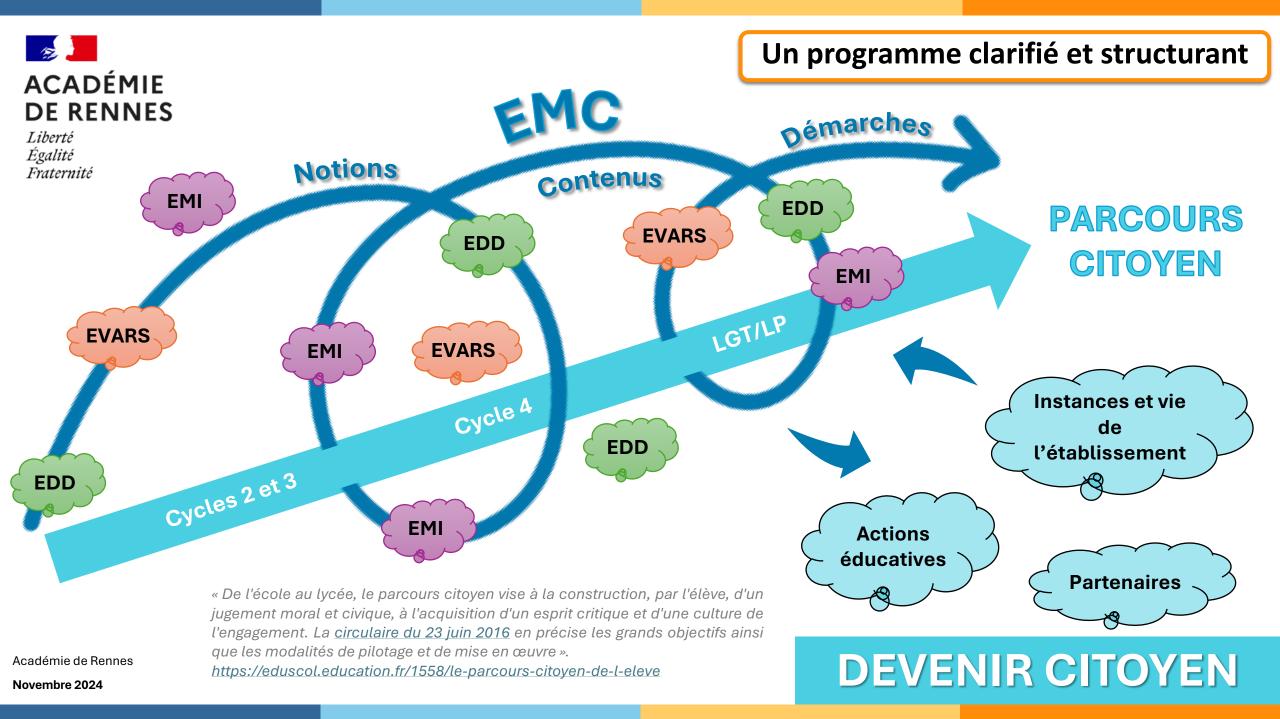


Des finalités et des enjeux réaffirmés

Préambule

Le programme d'enseignement moral et civique répond à l'ambition que nourrit l'École de la République de former les élèves à l'exercice et à une conscience claire de leur citoyenneté. Il les aide à élaborer une idée du bien public qui transcende les intérêts particuliers. Il structure leur parcours citoyen et l'enrichit en assurant la progressivité de leur apprentissage civique.

- Le **parcours citoyen** « engage l'ensemble des enseignements dispensés à l'école, mais aussi la vie de l'établissement ».
- L'EMC structure le parcours citoyen de l'élève et l'ensemble des « éducations à » qui le composent : éducation au développement durable, éducation aux médias et à l'information, éducation à la défense, éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle... en proposant des thèmes annuels.
- L'EMC transmet les principes éthiques, juridiques et politiques du parcours citoyen de l'élève ; il en est le RÉFÉRENTIEL.





L'ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE AU COLLÈGE ET AU LYCÉE ENJEUX NOTIONNELS ET DIDACTIQUES DES PROGRAMMES RÉNOVÉS

« Qui permettent aux élèves d'exercer leur compréhension critique »

« Ceux auxquels on se réfère et que l'on cherche à promouvoir »

Valeurs et principes

- Liberté, égalité, fraternité et laïcité
- Solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations
- Respect de la dignité humaine
- État de droit

Domaines de connaissances

- Citoyenneté et institutions nationales et européennes
- Règle et droit
- Défense, sécurité et résilience nationale
- Développement durable et transition écologique
- Information et médias

Construire des compétences civiques et citoyennes en EMC*

- Maîtriser l'expression de sa sensibilité et de ses opinions, respecter celles des autres
- Connaître et comprendre la règle et le droit
- Exercer son esprit critique, faire preuve de réflexion et de discernement
- Faire preuve de responsabilité, respecter les règles de la vie collective, s'engager et prendre des initiatives

Aptitudes

- Écoute et observation, réflexion et discernement, esprit critique
- Capacité à exprimer ce que l'on ressent et empathie
- Apprentissage autonome
- Implication dans un projet collectif et coopération
- Participation à un débat pour résoudre les conflits et/ou prendre des décisions

* Source: domaine 3 du SCCC.

Attitudes

- Respect d'autrui et acceptation des différences
- Respect de soi, maîtrise de soi
- Prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement
- Esprit civique et sentiment d'appartenance à une collectivité
- Engagement et sens des responsabilités
- Équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes

« Qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique »

« Que cet enseignement cherche à développer »



Démarches et méthodes : trois ancrages

« La mise en œuvre pédagogique devra laisser davantage de place à des situations d'enseignement ou des activités qui partiront de situations concrètes afin de susciter, chez les élèves, une meilleure compréhension de ces valeurs, de ces principes et de la vie démocratique. » - Lettre de saisine du CSP, 27 juin 2023.

- À partir d'objets d'étude de nature diverse : situations réelles ; analyses savantes ; descriptions imaginaires (expériences/connaissances) ;
- Développer les compétences orales, notamment la pratique de l'argumentation : débat réglé ; discussion argumentée ; dilemme moral (à partir du cycle 4) ;
- Échanger, partager, coopérer : démarche de projets, individuels ou collectifs, dans le cadre horaire des 18 h d'enseignement annuel et au-delà de ce cadre horaire (interdisciplinarité, partenariats).

2. Comment lire et comprendre ces programmes ?



Comment lire ces programmes d'EMC?

Un thème annuel

6 ^e	Apprendre à vivre dans une société démocratique	Fin cycle 3
5 ^e	Égalité, fraternité et solidarité	
4 ^e	Défendre les droits et les libertés	
3 ^e	Faire vivre la démocratie	
Seconde	Droits, libertés et responsabilité	
Première	Cohésion et diversité dans une société démocratique	LGT &
Terminale	La vie démocratique : débat, délibération et prise de décision	LP

Décliné en sous-thématiques, notions, et documents de référence

Année	Thème	Notions	Ressources/ éducations à
5e	Égalité, fraternité et solidarité		
Sous- thématique 1	Agir pour l'égalité femme-hommes et lutter vs les discriminations	Égalité (femmes- hommes, en droit), discrimination, racisme, antisémitisme, xénophobie, haine anti-LGBT, harcèlement	Textes de loi (droit de vote des femmes, IVG, loi sur la parité) Article 6 de la DDHC, Art. 23 CIDE, loi du 27 mai 2008, EMI: discours haineux en ligne. Art. 16 de la loi contre les discours haineux
Sous- thématique 2	La solidarité et ses échelles		



Comment lire ces programmes d'EMC?

Une approche spiralaire

Année	Thème	Notions	Ressources/ éducations à	
5e	Égalité, fraternité et solidarité			
Sous-thématique 1	Agir pour l'égalité femme- hommes et lutter vs les discriminations	Égalité (femme-hommes, en droit), discrimination, racisme, antisémitisme, xénophobie, haine anti-LGBT, harcèlement	Textes de loi (droit de vote des femmes, IVG, loi sur la parité) Article 6 de la DDHC, Art. 23 CIDE, loi du 27 mai 2008, EMI : discours haineux en ligne. Art. 16 de la loi contre les discours haineux	
Première	Cohésion et diversité dans une société démocratique			
Sous-thématique 1	Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale Solidarité et fraternité (vues en 5 Egalité femmes-hommes (vue en Discrimination et société inclusiv 5 e) Racisme, antisémitisme, antitsiga xénophobie, haine anti-LGBT, (vu		Code pénal, loi Pleven, loi Gayssot EMI : Traitement médiatique des minorités	

ENJEUX NOTIONNELS ET DIDACTIQUES DES PROGRAMMES RÉNOVÉS

ACADÉMIE DE RENNES

Liberté Égalité Fraternité

> Une nouvelle logique d'écriture

Cinquième : Égalité, fraternité et solidarité

Thématique annuelle

Attendus et objectifs

En classe de cinquième, il s'agit de faire comprendre le projet social de la République qui se fonde sur les valeurs et principes d'égalité et de fraternité. On élargit à sa dimension citoyenne le travail que mènent les élèves sur leur rapport à autrui et sur leur place dans la collectivité, en exposant les mécanismes visant à réduire, compenser, voire supprimer les inégalités. L'étude d'exemples de l'action de la puissance publiques en matière de protection et de solidarité permet d'illustrer la mise en œuvre de l'idéal de la fraternité républicaine. On souligne ainsi le rôle des différents acteurs et intervenants, ainsi que leur complémentarité, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux, associatifs ou étatiques. La fraternité suppose de considérer l'autre comme son égal et d'estimer qu'il est du devoir de chacun de venir en aide aux autres en cas de nécessité. ⇒ Explicitation de la thématique

Sous-thématique ⇒

Volume horaire indicatif

Notions constitutives de la thématique

⊊ Mise en évidence de la dimension spiralaire des programmes

Inspection pédagogique régionale d'histoiregéographie - Académie de Rennes

Agir pour l'égalité femmes-hommes et lutter contre les discriminations (9-11 heures)

Notions abordées

temmes-nommes

Égalité en droits,

parité

Contenus d'enseignement

Égalité (vue en CM1) L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe fondamental

- de la République française, garanti par la Constitution (article 3 du la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. ») et des démocraties modernes, c'est aussi un objectif de développement durable (ODD5);
- dans la vie professionnelle et quotidienne, de nombreuses inégalités demeurent et les violences sexistes et sexuelles persistent, qui nécessitent l'action des pouvoirs publics et de la société civile ;

« Colonne vertébrale du programme »

Démarches et situations d'apprentissage possibles

À partir de textes de loi (droit de vote des femmes en 1944, droit d'exercer une profession sans autorisation du mari en 1965, loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en 1975, loi sur l'autorité parentale conjointe en préambule de 1946 : « La loi garantit à 1987, loi sur la parité en 2000), montrer que l'égalité des droits entre les femmes et les hommes est le résultat de combats. L'étude de la loi sur la parité permet de montrer comment on passe de l'égalité en droits à un égal accès aux mandats politiques, tout en soulignant les limites de l'application de la loi.

> À partir de la représentation féminine et masculine des branches de métiers, d'une part, et à partir des inégalités salariales, d'autre part, faire comprendre les décisions et l'action de l'État dans ce domaine en se référant à l'article 6 de la DDHC.

> Travailler avec les élèves sur les stéréotypes de genre à l'école, notamment à partir de données sur l'orientation et les carrières professionnelles. Mettre en rapport les freins dans la carrière des femmes et les actions conduites pour v remédier.



ENJEUX NOTIONNELS ET DIDACTIQUES DES PROGRAMMES RÉNOVÉS

ACADÉMIE DE RENNES

Liberté Égalité Fraternité

Sous thématique 🖈

Troisième: Faire vivre la démocratie

Thématique annuelle

Attendus et objectifs

La troisième, dernière année du cycle 4, offre une vue synthétique de la vie démocratique, dans une approche permettant de montrer comment les institutions de la République sont vivifiées par les débats qu'elles rendent possibles et qu'elles encadrent. Elle permet en outre de souligner que la vie démocratique repose essentiellement sur l'engagement effectif des citoyennes et des citoyens dans la vie économique, sociale et politique. La démocratie est ainsi envisagée comme un idéal à atteindre et non comme une réalité figée et immuable. Il en résulte que chaque citoyen peut agir et participer à la vie de la démocratie.

Les règles du jeu démocratique	6	à 8	heures)
--------------------------------	---	-----	--------	---

Notions abordées	Contenus d'enseignement	Démarches et situations d'apprentissage possibles		
Constitution	La Constitution, norme juridique fondamentale, garantit les droits et libertés, détermine la séparation des pouvoirs, ainsi que le contrôle de l'action du gouvernement par le Parlement; la Constitution de la Vª République fait référence à d'autres textes qui ont une valeur constitutionnelle (DDHC, préambule de la Constitution de 1946, Charte de l'environnement);	Montrer comment fonctionnent les institutions: - à partir d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), mettre en évidence l'indépendance de l'autorité judiciaire et la garantie des droits et libertés; - à partir d'un exemple concret, suivre le trajet d'élaboration d'une loi pour illustrer les rôles respectifs de chaque institution; - se pencher sur le travail d'une commission d'enquête parlementaire.		
Séparation des pouvoirs et laicité de l'État (vue en 6°)	 elle affirme que la République est laïque, ce qui signifie que l'autorité politique est indépendante des autorités religieuses. Toutefois, ces dernières peuvent participer au débat public dans les limites fixées par la loi (art. 35.1 et 36.3 de la loi de 1905); 	À partir de textes constitutionnels, montrer qu'il n'y a aucune référence religieuse dans le lien qui unit l'autorité politique à la Nation.		
	 depuis 1958, elle a été l'objet de plusieurs modifications qui témoignent du caractère évolutif de la République française, notamment pour prendre en compte les enjeux environnementaux (Charte de l'environnement); 	En lien avec le programme d'histoire, étudier et contextualiser les évolutions de la Constitution portant sur l'organisation des pouvoirs publics : élection du président de la République au suffrage universel direct à partir de 1962, importance accrue du Conseil constitutionnel à partir de 1971 (encore amplifiée par la réforme de 2008), introduction de la parité en 1999, passage du septennat au quinquennat en 2000, extension de la décentralisation en 2003, adjonction de la Charte de l'environnement en 2004, réforme de 2008.		
Institutions européennes	 depuis l'après-guerre, la démocratie française s'inscrit dans les institutions du Conseil de l'Europe et de l'UE, qui élargissent le champ du débat et définissent une citoyenneté européenne. Au sein de l'UE, les États membres sont tenus d'appliquer le droit communautaire (traités, règlements, directives, décisions de la Cour de justice de l'UE). 	À partir d'un exemple de questions débattues au niveau européen, présenter les institutions européennes en montrant ce qui relève de la souveraineté des États et ce qui relève d'une logique supranationale. L'idée de citoyenneté européenne : un citoyen européen est habilité à faire valoir ses droits devant une juridiction européenne (Cour de justice de l'Homme); à partir d'une procédure, aborder les différents droits liés à la citoyenneté européenne dans l'UE (traités européens et Charte des droits fondamentaux de l'Union européense.		
		Ces propositions peuvent s'inscrire dans un projet d'éducation à la citoyenneté (concours Découvrons notre Constitution, visite de l'Assemblée nationale ou d'une haute juridiction ou d'institutions européennes, rencontre avec un élu, intervention d'un partenaire, dispositif Passeport Educdroit, etc.).		

Explicitation de la thématique

Des démarches possibles, à partir d'exemples :

- Pour étudier le fonctionnement des institutions : partir de l'étude d'une QPC, suivre le trajet d'élaboration d'une loi, étudier l'exemple d'une commission d'enquête
- Faire le lien avec des textes constitutionnels (ex.: Art. 1^{er} de la V^e République)
- Faire des liens avec le programme d'histoire
- Étudier une question débattue au niveau européen pour aborder les institutions européennes et la citoyenneté européenne

Des situations d'apprentissage possibles :

- Participer à un concours scolaire (ex : Découvrons notre Constitution)
- Visite de l'Assemblée nationale et son exploitation en classe
- Rencontre-débat avec un élu, un partenaire
- Participer au dispositif Passeport Educdroit

Inspection pédagogique régionale d'histoire-géographie

Académie de Rennes

Novembre 2024



Liberté Égalité Fraternité

Une nouvelle logique d'écriture

Notions constitutives de la thématique

G Mise en évidence de la dimension spiralaire des programmes

Seconde: Droits, libertés et responsabilité

Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)

Notions abordées	Contenus d'enseignement	Démarches et situations d'apprentissag (possibles
Droits environnementaux Développement durable Transition écologique Responsabilité (vue en 6°)	constitutionnalité, la Charte de l'environnement (2004) consacre le droit à un environnement sain et engage la responsabilité individuelle et collective pour le respect et la protection du vivant et de la biodiversité; • le droit environnemental induit la responsabilité des États, des producteurs, et même des consommateurs; • L'animal y est institué comme « objet de droit » dans le contexte d'un « respect du vivant ».	Étudier la Charte de l'environnement en considérant son appartenance au bloc de constitutionnalité. À partir d'une recherche documentaire, discuter la notion de démocratie environnementale. Se saisir d'une des nombreuses questions d'actualité sur le sujet, à différentes échelles, des conférences internationales aux enjeux de consommation. Inciter les élèves à agir à leur échelle (écodélégués, CVL, etc.). Étudier des enquêtes conduites sur les groupes de pression (ou lobbies) et mesurer l'influence qu'ils peuvent avoir sur les politiques publiques liées à la santé ou à l'environnement.
		Ces démarches peuvent s'articuler avec les actions d'éducation au développement durable. Les démarches proposées pour l'année de seconde peuvent s'inscrire dans les projets des classes engagées et être valorisées lors des séjours de cohésion du SNU.

Entrées en cohérence et articulations

G Avec les éducations transversales et les projets pédagogiques/éducatifs qui nourrissent le parcours citoyen de l'élève.

Démarches possibles :

- Étudier la Charte de l'environnement
- Exploiter une recherche documentaire
- Partir d'une question d'actualité pour agir à l'échelle locale
- Étudier une enquête, discuter un point de vue

Des situations d'apprentissage possibles :

- Développer des actions en lien avec le développement durable (labellisation E3D, actions des écodélégués, semaine européenne du DD..)
- Participer à un projet de « classe engagée »

3. Points de vigilance



Points de vigilance

- Des programmes annualisés, mais une approche spiralaire des notions et une progressivité des apprentissages à construire ;
- Des notions et des contenus clarifiés, mais qu'il faut articuler à des finalités et à des démarches pour construire les compétences des élèves ;
- Des valeurs, des savoirs et des méthodes en continuité avec les programmes 2015/2018;
- La question de l'évaluation ;
- EMC, « éducation à », Parcours citoyen : une réflexion collective nécessaire, en équipe disciplinaire et au sein des établissements.

4. Propositions d'outils



Apprendre à vivre dans une société démocratique

Axe 3. Avoir des droits en tant que personne et respecter ceux des autres : l'exemple du droit à la vie privée

6e

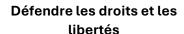
Vie privée Identité

Égalité, fraternité et solidarité

Axe 1. Agir pour l'égalité femmes-hommes et lutter contre les discriminations

CM1

Égalité
Discrimination
Harcèlement



Axe 1. L'État de droit et les libertés

4e

Libertés et droits fondamentaux
Ordre public
Hiérarchie des normes

Faire vivre la démocratie

Axes 2 et 3. Les acteurs du jeu démocratique et leur engagement : l'opinion ; l'engagement collectif

Démocratie et opinion publique Information / désinformation Complotisme Citoyenneté active



3e





et vie publique en ligne, droit à l'intimité et droit à l'image, explication de la majorité numérique à 15 ans.

Réflexion sur les données personnelles, les traces numériques.

EMI / EVARS : Discours de haine en ligne, liens avec les discriminations et cadre législatif.

5e

Prévention des violences sexistes et sexuelles pour assurer la sécurité de toutes et tous.

EMI / EVARS : Liberté d'expression en ligne et hors ligne, ses atouts, ses abus et ses limites.

L'État de droit et les libertés (lien possible avec les questions de harcèlement, de cyberharcèlement, de lutte contre la prostitution, etc.) **EMI**: Le rôle des médias, des sondages, le couple information/désinformation, l'IA, les débats en ligne.

EVARS : Du débat à la loi. Citoyenneté active (lien possible avec la prise en compte de la sexualité dans la définition et le respect des droits humains).

Académie de Rennes Novembre 2024



Apprendre à vivre dans une société démocratique

Axe 1. Représenter les autres et servir l'intérêt général

Intérêt général Responsabilité



Égalité, fraternité et solidarité

Axe 2. La solidarité et ses échelles

Solidarité
Cycle 2
Risques sociaux
Risques environnementaux

5e

Défendre les droits et les libertés

Axe 2. Défendre le cadre démocratique : sécurité et défenses nationales

Ordre public Défense Faire vivre la démocratie

Axe 1. Les règles du jeu démocratique

Constitution

6e

EDD: Explication du rôle de représentation et d'impulsion des écodélégués, début des références aux ODD.
L'intérêt général dans une perspective durable.

EDD: La solidarité en rapport avec l'ODD 3, la prévention de la santé publique, l'intervention publique face aux risques environnementaux.

EDD: La police de l'environnement, les incendies de forêt, leur prévention et leur traitement.

EDD: La Charte de l'environnement.

3e





Apprendre à vivre dans une société démocratique

Axe 2. Respecter les règles et en comprendre la finalité : l'exemple de la laïcité à l'école

Liberté de conscience Laïcité de/à l'école Règles



Égalité, fraternité et solidarité

Axe 2. La solidarité et ses échelles

Principe de solidarité Idéal de fraternité Rôle de l'État Cycle 2

5e

Défendre les droits et les libertés

Axe 1. L'État de droit et les libertés

Libertés et droits fondamentaux Ordre public État de droit Hiérarchie des normes

4e

Faire vivre la démocratie

Axe 1. Les règles du jeu démocratique

Constitution Séparation des pouvoirs Laïcité de l'Etat

6e

Démarche et situations

Charte de la laïcité Loi du 15 mars 2004 DDHC (Art 4 et 10) Loi de 1905 (Art 1 et 2)

Démarche et situations

libertés fondamentales

La Charte de la laïcité

Travail sur la notion de dignité

Rôle de l'État dans la préservation des

Définition du domaine de la société civile

Démarche et situations :

Rôle de l'État dans la préservation des libertés fondamentales Question de la liberté de se vêtir Travail sur la notion de dignité

3e

vation des libertés Démarches et situations : La Charte de la laïcité

La Charte de la laicite La loi du 15 mars 2004 Préambule de la Constitution Loi de 1905 (Art.35.1 et 36.3

LAÏCITE



La notion « laïcité » dans les programmes rénovés d'EMC

Liberté Égalité Fraternité

Respecter les autres

Axe 3. Principes et symboles de la République

Vivre en république

Axe 4. A l'école laïque

Apprendre à vivre dans une société démocratique

Axe 2. Respecter des règles et en comprendre la finalité : l'exemple de la laïcité à l'Ecole

Faire vivre la démocratie

Axe 1. Les règles du jeu démocratique

Droits, libertés et responsabilité

Axe 1. L'Etat de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique

Cohésion et diversité dans une société démocratique

Axe 1. Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale

CE1

CM2

6**e**

3e

2nde

1ère

Aborder le principe de la **liberté de conscience**.

Supports possibles:

Charte de la laïcité adaptée/expliquée (art. 3)

Album jeunesse?

Le respect des croyances est assuré mais, comme ailleurs, leur expression est limitée par la **loi**. Celle-ci protège les élèves de toute influence religieuse et préserve leur liberté de conscience.

Nul ne peut être discriminé pour sa croyance ou ses convictions, mais nul n'a non plus le droit d'imposer ses croyances ou ses convictions aux autres.



TEMPS FORT : UN AXE SUR QUATRE

Supports possibles:

Charte de la laïcité

La laïcité garantit la liberté de conscience et l'égalité des citoyens, quelles que soient leurs croyances ou opinions ; la neutralité de l'Etat à l'égard des religions et le libre exercice des cultes (loi de 1905).

La liberté de conscience est celle de croire ou de ne pas croire, celle aussi de changer de croyance ou de religion.

La **laïcité est un principe juridique**, non une opinion ; elle diffère de l'athéisme ou de l'agnosticisme, qui constituent des options philosophiques personnelles.

La laïcité à l'école protège la liberté de choix de chaque enfant ; elle crée un espace neutre à l'abri des prosélytismes (loi du 15 mars 2004 ; loi 1905).

Dans ce but, la laïcité impose des règles à tous les membres de la communauté scolaire, elle prépare les élèves à vivre dans une communauté nationale où différentes opinions philosophiques et religieuses peuvent s'exprimer et être discutées dans le cadre de la loi.

A

TEMPS FORT: UN AXE SUR TROIS = 5/6 h

Supports possibles:

Charte + loi 1905 (art. 1 et 2) + loi 2004

La Constitution affirme que la République est laïque, ce qui signifie que l'autorité politique est indépendante des autorités religieuses. Toutefois, ces dernières peuvent participer au débat public dans les limites fixées par la loi (art. 35.1 et 36.3 de la loi de 1905).

Supports possibles:

Loi 1905 (art. 35.1 et 36.3) + textes constitutionnels.

En France, la distinction du politique et du religieux est adossée au principe de la laïcité, qui consacre la séparation des Eglises et de l'Etat (loi de 1905) et impose la neutralité à ses agents. Ainsi, l'Etat ne reconnait, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En assurant que l'Etat traite de manière égale les citovens, quelles que soient leurs convictions, la laïcité garantit de manière ferme la liberté de conscience et pluralisme le des croyances.

Supports possibles:

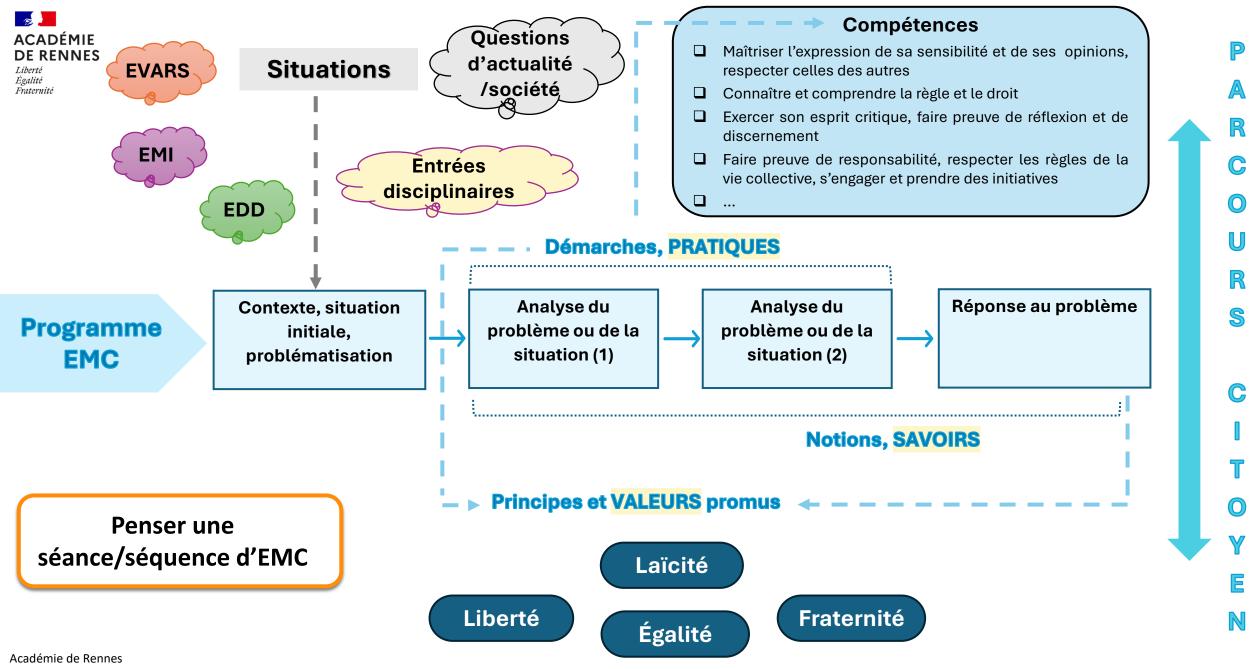
Loi 1905 (art. 1, 2, 31 et 44).

Le principe de laïcité vise à rendre possible la coexistence pacifique d'individus et de groupes dont les options philosophiques ou religieuses restent différentes.

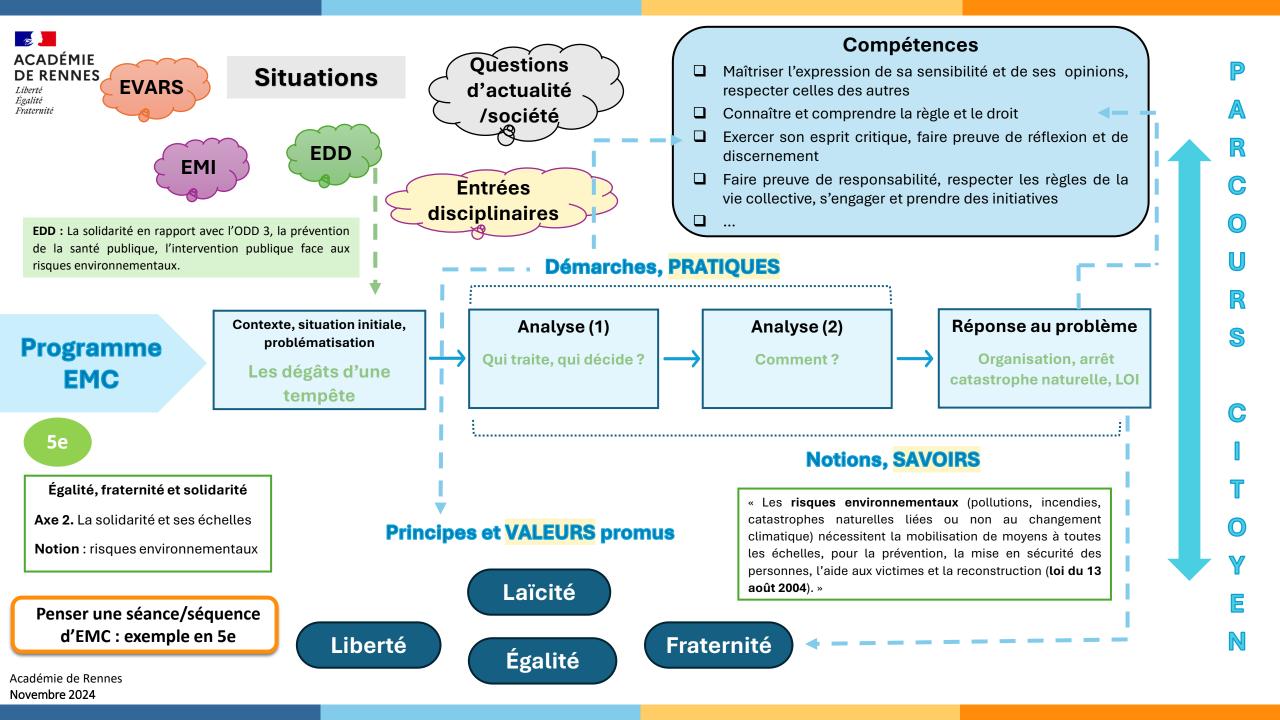
Supports possibles:

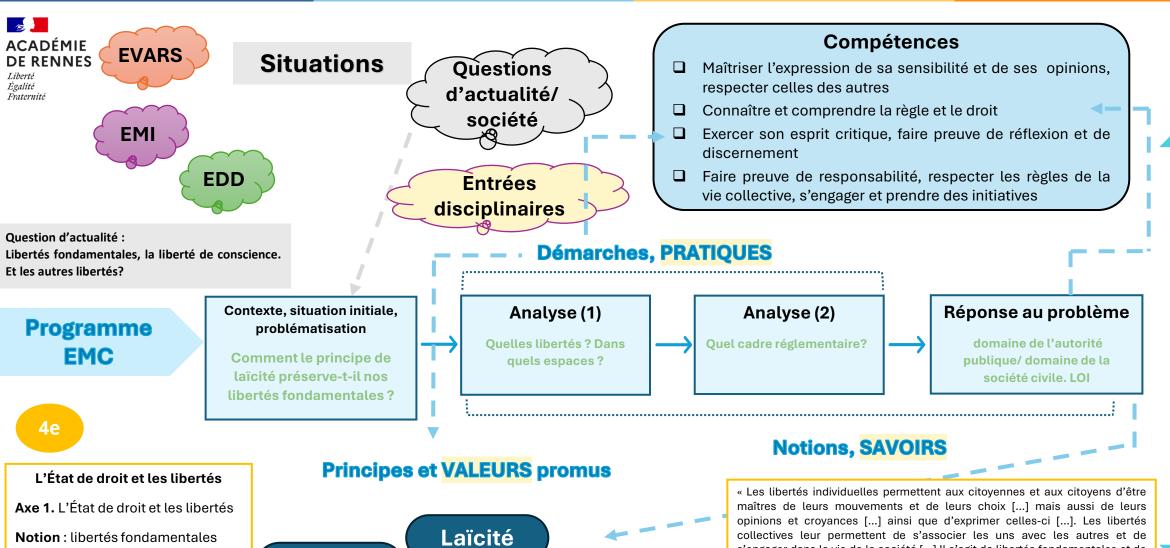
Loi 1905 (art. 27 et 28).

Académie de Rennes Novembre 2024



Novembre 2024





Penser une séance/séquence d'EMC : exemple en 4e

Fraternité Liberté Égalité

« Les libertes individuelles permettent aux citoyennes et aux citoyens d'etre maîtres de leurs mouvements et de leurs choix [...] mais aussi de leurs opinions et croyances [...] ainsi que d'exprimer celles-ci [...]. Les libertés collectives leur permettent de s'associer les uns avec les autres et de s'engager dans la vie de la société [...] Il s'agit de libertés fondamentales et de droits inconditionnels associés à l'idée de dignité humaine ; nos libertés sont toutefois encadrées par la loi et limitées, en premier lieu par les libertés des autres [...] ; ensuite par la défense de l'ordre public qui concerne non seulement la sécurité, mais également la tranquillité, la salubrité, le respect de la dignité de la personne humaine, qui permettent à chacun de jouir de ses droits et de ses libertés ; les libertés sont garanties par le droit : elles figurent dans le bloc de constitutionnalité reconnu par le Conseil constitutionnel, et l'action de l'État elle-même est soumise à la justice (son action ne peut violer les droits du citoyen) ; »

Académie de Rennes Novembre 2024

5. Ressources institutionnelles





L'ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE AU COLLÈGE ET AU LYCÉE

ENJEUX NOTIONNELS ET DIDACTIQUES DES PROGRAMMES RÉNOVÉS

DE RENNES Liberté

> MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA JEUNESSE

Égalité

Fraternité



Sommaire

Un nouveau cadre réglementaire	5
Des projets d'éducation à la citoyenneté pour renforcer l'EMC	6
Des projets pour articuler les enseignements et la formation des futurs citoyens Des projets à inscrire dans les quatre domaines d'éducation à la citoyenneté en lien avec les programmes rénovés de l'EMC Des modalités de projets variées au service du développement de compétences civiques	7
Pilotage et encadrement des projets en établissement : le rôle des différents acteurs	10
Pilotage en établissement Encadrement des projets dans les classes	
Mise en œuvre des projets d'éducation à la citoyenneté : organisation, pédagogie et évaluation	13
Quelles modalités d'organisation, quelle temporalité ? Évaluation, valorisation	
Exemples de dispositifs et d'actions éducatives en lien avec les thématiques de l'EMC	17
Principes et valeurs de la République Culture démocratique, institutionnelle et juridique Éducation aux médias et à l'information	. 20 . 23
Éducation au développement durable	. 26



L'égalité, la diversité et les discriminations

Pourquoi une entrée	transversale sur	«L'égalité,	la diversité et l
discriminations »?			

- Définir ces notions centrales du programme...
- D'autres notions à travailler pour comprendre les enjeux de l'égalité et de la diversité!
 Aborder d'autres agissements à caractère discriminatoire et la façon de les combattre ...!
- Travailler les finalités et les compétences du programme....

Le travail sur «L'égalité, la diversité et les discriminations » dans la scolarité

- « L'égalité, la diversité et les discriminations », au cœur des programmes d'EMC ...
- «L'égalité, la diversité et les discriminations» dans les autres disciplines......

Aborder «L'égalité, la diversité et les discriminations » dans une progressio pensée de la 6° à la 3°14

Propositions pédagogiques pour la classe de 6º

- Proposition n°2 «Stéréotypes et préjugés, des atteintes au respect d'autrui »

ÉCUSCOL informer et accompagner CYCLES 2 3 4

ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

La liberté d'expression

Sommaire

Pourquoi une entrée transversale sur la liberté d'expression?. . Définir la liberté d'expression, notion centrale...

- Les objectifs d'apprentissages du travail sur la liberté d'expression

Le travail sur la liberté d'expression dans la scolarité de l'élève avant et après le collège La liberté d'expression, une notion importante des programmes d'EMC..... D'autres disciplines permettent aux élèves d'aborder la liberté d'expression

Aborder la liberté d'expression dans une progression construite de la 6° à la 3° 12 Proposition pédagogique pour la classe de 6°.

Proposition pédagogique pour la classe de 5° .. «Liberté d'expression, liberté des lanceurs d'alerte»

Propositions pédagogiques pour la classe de 4º

Proposition n° 1 – « Les libertés, une conquête longue et toujours à mener »....
 Proposition n° 2 – « La liberté de la presse dans le cadre du traitement médiatique des